

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Achat, installation et mise en service de systèmes de
chromatographie gazeuse couplés à des
spectromètres de masse de type triple quadripôle et
prestations associées**











Date et heure limites de réception des offres :

Juedi 30 avril 2026 à 17:00

**Université Paris-Saclay
Bâtiment Bréguet
3 rue Joliot Curie
91190, Gif-Sur-Yvette**

Affaire n° 2026-004

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Achat, installation et mise en service de systèmes de chromatographie gazeuse couplés à des spectromètres de masse de type triple quadripôle et prestations associées
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Avec
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.5 - Développement durable.....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents à produire	6
5.2 - Visites sur sites.....	7
5.2.1 - Mise à disposition d'échantillons et réalisation des tests	7
5.2.2. - Audit des offres.....	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres.....	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des marchés	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
7.3.1 - Attribution à titre provisoire.....	11
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

L'achat, l'installation et la mise en service de systèmes de chromatographie gazeuse couplés à des spectromètres de masse de type triple quadripôle et prestations associées pour le compte du Laboratoire français Antidopage.

Lieu d'exécution :

Université Paris-Saclay

Laboratoire antidopage Français

6 Allée des découvertes,

91400 Orsay

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le marché à tranches sera conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	Achat de deux systèmes de chromatographie gazeuse Achat, installation et mise en service et maintenance de deux couplages dont l'un sera utilisé pour les analyses de confirmation de la section Analyses et l'autre pour des analyses menées par la section Investigations et analyses de produits du LADF
TO001	Achat d'un système de chromatographie gazeuse Achat d'un équipement complémentaire avec prestations associées, identiques à celles de la tranche ferme

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants :
Les équipements de chromatographie gazeuse et de spectrométrie de masse triple quadripôle constituent des systèmes intégrés dont les performances dépendent étroitement de la parfaite compatibilité entre les composants matériels, logiciels et accessoires.

L'installation, la mise en service et la qualification nécessitent une maîtrise globale de l'ensemble du système.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
38433100-0	Spectromètre de masse

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats peuvent faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Code	Libelle	Description
PSE n° 1	Dispositif d'atténuation acoustique	Afin de limiter les nuisances sonores au poste de travail, le titulaire aura pu proposer, le cas échéant, un dispositif d'atténuation acoustique (capot, caisson, isolation spécifique ou solution équivalente) dans son offre sous forme d'option. Pour toute solution de réduction du bruit proposée, le titulaire aura indiqué dans son offre : <ul style="list-style-type: none">• la nature du dispositif mis en œuvre,• le niveau de réduction acoustique attendu, exprimé en décibels (dB),• les conditions d'installation et d'exploitation associées

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché pour une durée de quatre ans, la livraison des équipements objet de la tranche ferme devant intervenir dans un délai maximal de 3 mois à compter de la notification valant commande du forfait FO1.

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale maximum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 4 ans.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Les acquisitions sont financées sur les fonds de roulement du Laboratoire Français Antidopage issus de ses recettes propres.

Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le règlement de la consultation (RC)
- Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau de prix unitaire (BPU)
- Les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGF) pour la tranche ferme et la tranche optionnelle

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire, le cas échéant	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
KBIS de moins de 3 mois	Non
Attestation fiscale datant de moins d'un an	Non
RIB/IBAN	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Acte d'engagement (AE)	Oui
Bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Les décompositions des prix globaux et forfaitaires (DPGF) pour la tranche ferme et la tranche optionnelle	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les résultats des tests réalisés sur les échantillons remis par le laboratoire durant la présente consultation	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

5.2 - Visites sur sites

5.2.1 - Mise à disposition d'échantillons et réalisation des tests

Dans le cadre de la présente consultation, le Laboratoire Français Antidopage met à disposition des candidats des échantillons d'extraits urinaires afin d'évaluer les performances techniques des équipements proposés.

Ces échantillons sont mis à disposition pendant la phase de publication du marché.

Ils devront être récupérés au plus tard à la mi-février 2026, pour une remise des offres fixée au 30 avril 2026.

Le candidat souhaitant participer aux tests devra manifester son intérêt dans un délai de quinze (15) jours suivant la publication du marché, par courriel à l'adresse suivante :

magali.delia@universite-paris-saclay.fr _

Le candidat assure la récupération des échantillons directement auprès du laboratoire à la date qui lui sera indiquée et s'engage à respecter les conditions de conservation et de transport applicables.

Les méthodes analytiques à appliquer seront celles définies par le laboratoire, notamment en ce qui concerne :

- le type de colonne,
- le volume d'injection,
- le mode split ou splitless,
- le gradient chromatographique,
- les transitions MS/MS,

Conformément aux méthodes précisées en annexe 1 et 2 du dossier de consultation.

Les résultats des tests devront être intégrés dans l'offre du candidat, notamment dans la grille d'analyse détaillée fournie en annexe.

A l'issu des tests, le candidat fournit au minimum :

- les chromatogrammes correspondants,
- les paramètres d'acquisition (méthode instrumentale) appliqués conformément aux exigences du LADF
- les éléments utilisés pour déterminer le rapport signal/bruit des transitions MS/MS,

5.2.2. - Audit des offres

Afin de vérifier la cohérence et la véracité des informations fournies dans les offres, le Laboratoire Français Antidopage se réserve le droit d'organiser une visite sur site et/ou un audit dans les locaux des candidats ayant remis une offre.

Cette visite pourra être réalisée dans un délai maximal d'un (1) mois suivant la date limite de remise des offres.

La visite portera notamment sur :

- la vérification des données transmises dans le cadre des tests réalisés sur les échantillons fournis par le LADF ;
- les logiciels utilisés pour l'acquisition et le traitement des données ;
- la conformité des éléments présentés avec les spécifications fonctionnelles et techniques figurant dans l'offre détaillée et dans la grille d'analyse.

La durée de la visite sera limitée à une demi-journée maximum.

La visite sera organisée à la date fixée par le pouvoir adjudicateur, en concertation avec le candidat concerné.

Le candidat s'engage à faciliter l'accès aux informations, équipements et logiciels nécessaires à la vérification des éléments présentés dans son offre, dans le respect des règles de confidentialité et de protection des informations sensibles.

Aucun dédommagement ne sera accordé aux candidats au titre de cette visite ou de cet audit.

La visite a pour seul objet de vérifier la cohérence et la crédibilité des offres remises au regard d'éléments objectivement contrôlables sur le site du candidat.

Elle ne constitue ni une négociation, ni une modification de l'offre.

En cas d'incohérence manifeste entre les éléments déclarés dans l'offre et les constats réalisés lors de la visite, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'en tirer toutes conséquences dans l'analyse des offres, dans le respect des principes de la commande publique.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Université Paris-Saclay

Direction de la performance achats et marchés

Bâtiment 440

Rue des Adèles

91400 Orsay

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Word - Excel- pdf.

Les fichiers concernant les éléments tarifaires doivent être transmis sous format Excel.

Les fichiers concernant les éléments tarifaires doivent être transmis sous format excel.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

1 dossier avec les éléments de candidature

1 dossier avec les éléments de l'offre

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 200 Mo.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations Montant forfaitaire acquisition TF et TO1 + Montant forfaitaire maintenance sur la durée du marché + option le cas échéant	40.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Caractéristiques techniques et logicielles du GC-MS/MS triple quadripôle : conformité de la configuration, performances analytiques (balayage de masse, vitesse, sensibilité, résolution, MS/MS, LOD OFN), détection de substances dopantes en matrices urinaires, identification en Full Scan, logiciels associés, formation utilisateur et compatibilité avec les outils existants (dont ChemVista).	25.0
2.2-Modalités de mise en route : planning prévisionnel, installation et mise en service des équipements, phases de développement et d'utilisation en routine, accompagnement des équipes pour atteindre les performances validées lors des tests, et formation à l'installation et à la prise en main.	12.0
2.3-Modalités de maintenance : organisation du support et équipe dédiée au LADF (profil des intervenants), conditions d'intervention en cas de panne matérielle, dispositifs proposés pour éviter toute rupture d'activité, délais de rétablissement et continuité de service.	13.0
3-Performances en matière de développement durable	10.0
3.1-Modalités proposées pour l'acheminement des appareils	1.0

3.2-Contraintes environnementales de fonctionnement (température, hygrométrie). Description des gaz nécessaires (type, qualité, pression, plage de débit, consommation moyenne). Pour chaque pompe à vide : niveau sonore (dB) et proposition de dispositif antibruit avec indication de la réduction sonore obtenue.	9.0
---	-----

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7.3.1 - Attribution à titre provisoire

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les éléments suivants :

- Les pièces visées aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par le département, conformément aux dispositions de l'article 113-14 du Code des Relations entre le Public et l'Administration

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail

- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés

- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- L'attestation d'assurance responsabilité civile et/ou décennale

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Pour son information, un email d'invitation à se connecter lui sera communiqué depuis l'adresse account@e-attestations.com. Il convient donc de prendre préalablement toutes les mesures nécessaires pour garantir sa bonne réception. Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00

Télécopie : 01 39 20 54 87

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00

Télécopie : 01 39 20 54 87

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr